

Sauvez nos soins de santé publics

- ✓ Envoyez un e-mail/écrivez à votre député local et dites-lui d'arrêter la privatisation de nos hôpitaux
- ✓ Aidez à distribuer des dépliants dans votre région
- ✓ Rejoignez votre coalition locale pour la santé

Attention patient : informations dont vous avez besoin avant de vous rendre dans une clinique privée pour une chirurgie de la cataracte

- **L'OHIP couvre toutes les chirurgies et tous les diagnostics médicalement nécessaires.** En vertu de la Loi canadienne sur la santé et de la loi de l'Ontario, la chirurgie de la cataracte est couverte par votre carte santé sans frais d'utilisation. Il est illégal de vous facturer pour une chirurgie de la cataracte et des tests de mesure des yeux médicalement nécessaires pour cette chirurgie. Il est illégal de vendre du resquillage pour les riches.
- **La chirurgie de la cataracte au laser est couverte par l'OHIP.** La chirurgie de la cataracte est couverte par l'Assurance-santé de l'Ontario, quelle que soit la façon dont la chirurgie est effectuée.
- **On ne peut pas dire aux patients qu'ils doivent payer** pour des tests de mesure et des lentilles supplémentaires médicalement inutiles afin de subir une chirurgie de la cataracte. Il n'y a pas de lentille « standard ». La lentille individuelle dont vous avez besoin pour la chirurgie de la cataracte est couverte par OHIP.
- **Les cliniques privées disent aux patients que les listes d'attente sont plus longues qu'elles ne le sont réellement pour les convaincre de payer un supplément.** 81 % des Ontariennes et Ontariens subissent une intervention chirurgicale dans les délais prévus. Vous pouvez obtenir la chirurgie dans les hôpitaux publics. Pour les patients les plus urgents, le temps d'attente est maintenant de 2 mois. Pour ceux qui n'ont pas de besoin urgent, c'est 4 mois. Consultez vos temps d'attente locaux ici : www.ontariohealth.ca/system/reporting/wait-times



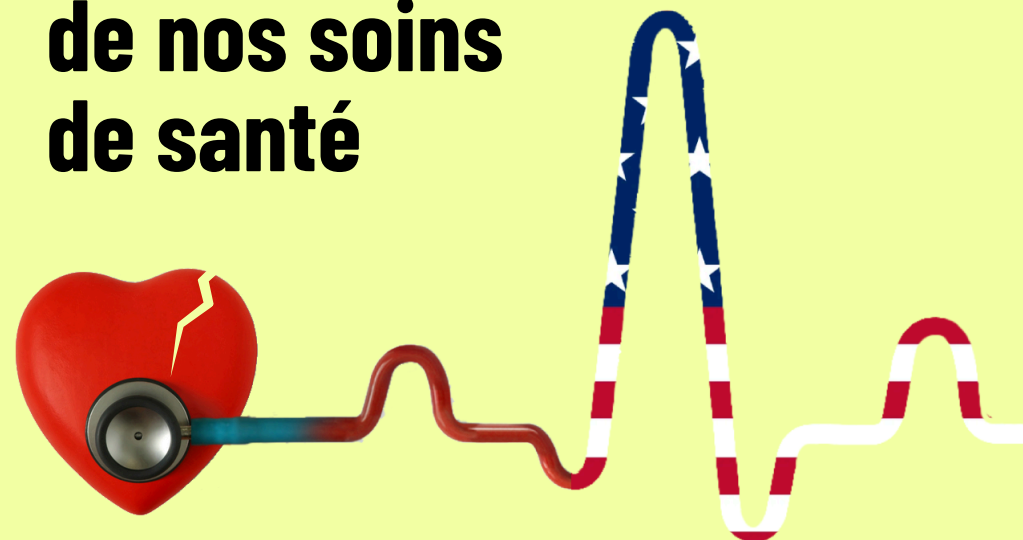
En savoir plus
Rejoignez votre coalition locale
Soutenir la campagne

✉ info@OntarioHC.ca

Retrouvez-nous sur
les réseaux sociaux sur



ARRÊTEZ la privatisation à l'américaine de nos hôpitaux publics et de nos soins de santé



Couper, démanteler, privatiser

Le gouvernement Ford de l'Ontario a lancé une campagne publicitaire (financée par les contribuables) pour nous dire qu'il dépense plus que jamais en soins de santé. La vérité, c'est qu'ils dépensent plus que jamais pour **la privatisation**.

Certains gouvernements provinciaux qui ont des liens étroits avec des intérêts privés à but lucratif s'efforcent d'ouvrir les portes à la privatisation à l'américaine. Ces sociétés veulent un accès pour tirer profit des soins de santé publics du Canada.

Le problème n'est pas le système de soins de santé publics. Le problème est qu'ils sont en train de cesser de financer et de démanteler nos hôpitaux publics et autres services afin de les privatiser.

Un milliard de dollars retirés des hôpitaux publics pour privatiser

Au lieu de l'utiliser pour restaurer et améliorer nos hôpitaux publics, le gouvernement Ford réoriente plus d'un milliard de dollars par an en fonds publics vers des entreprises à but lucratif pour privatiser nos soins de santé.

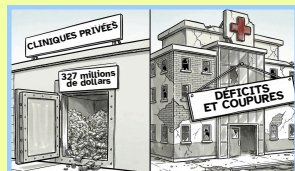
952,8 millions de dollars



Les hôpitaux et les foyers de soins de longue durée de l'Ontario paient près d'un milliard de dollars par année aux agences de recrutement à but lucratif pour les infirmières et les PSP.

Les prix des agences de recrutement à but lucratif sont le *triple* du coût des infirmières du personnel et le *double* pour les PSP. La majeure partie de cet argent est tirée des bénéficiaires plutôt que de fournir plus de soins.

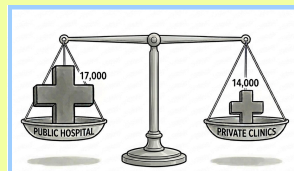
327 millions de dollars



Le gouvernement Ford a annoncé près de 300 millions de dollars pour 61 nouvelles cliniques chirurgicales et de diagnostic privées en plus des précédentes augmentations de financement annuelles de 27 millions de dollars.

Dans le même temps, nos hôpitaux publics locaux ont été sous-financés, ce qui les a poussés à des déficits et les a forcés à faire des coupes.

Moins de soins par \$



En 2023, Ford a redirigé le financement vers des cliniques privées pour effectuer 14 000 opérations de la cataracte par an.

Ils ont financé les cliniques privées 20% de plus par chirurgie.

Les hôpitaux publics feraient près de 17 000 interventions chirurgicales par an – beaucoup plus avec le même financement.

Méfiez-vous des forces pro-privatisation aux liens américains alarmants



Pour l'industrie américaine des soins de santé à but lucratif, le régime public d'assurance-maladie est la « perle » de l'huître - d'une valeur de milliards de dollars en financement public - qu'ils essaient de s'ouvrir pour en tirer leur propre profit.

Ils mènent des campagnes sur les médias sociaux pour réduire le soutien aux soins de santé publics et convaincre les Canadiens d'accepter la privatisation.

En vérité, le Canada compte des hôpitaux publics de classe mondiale, parmi les plus hauts niveaux d'éducation du personnel de santé au monde, une espérance de vie plus longue et une mortalité infantile inférieure à celle des États-Unis. Nous avons beaucoup de raisons d'être fiers.

Les organisations qui poussent à la privatisation sont souvent les mêmes qui ont poussé à des coupes dans le financement public. Maintenant, ils posent la privatisation comme une « solution » aux problèmes qu'ils ont contribué à créer.

Ils sont financés par des entreprises et des intérêts politiques américains, ainsi que par des sociétés pharmaceutiques et des sociétés de soins de santé à but lucratif.

C'est le vieil adage : **créer une crise puis privatiser.**

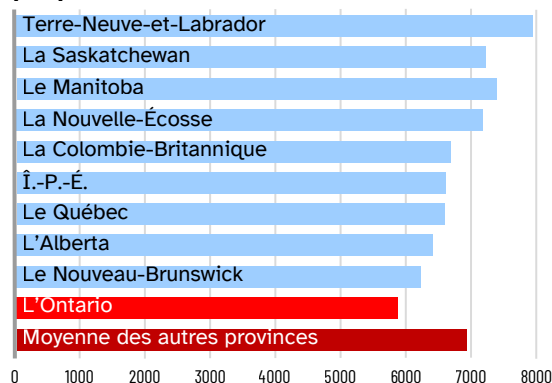
La privatisation est un « à emporter » et non un « ajout ».

Cela éloigne le personnel et le financement de nos hôpitaux publics locaux, ce qui allonge les temps d'attente pour la plupart des gens.

Recherchez ici des sources, des faits et des informations sur les sociétés qui poussent à la privatisation, ou accédez à StopForProfitHealthCare.ca



Financement des soins de santé publics par personne



L'Ontario finance les soins de santé et les hôpitaux au taux le plus bas de toutes les provinces.

Les arriérés se produisent parce que tant de lits d'hôpital ont été coupés que tous les lits d'hôpital des patients hospitalisés sont pleins. Les salles d'opération sont inactives parce qu'elles ne reçoivent pas le financement nécessaire pour les gérer. Les services d'urgence n'ont nulle part où admettre les patients.

Lorsque les gouvernements choisissent d'améliorer l'accès aux soins de santé publics, cela fonctionne!



Après l'Accord sur la santé 2004, le Canada a amélioré le financement et les hôpitaux publics ont ouvert des salles d'opération et effectué des IRM qui n'étaient auparavant utilisées qu'à temps partiel en raison du sous-financement.

Dans les 5 ans, 80 % des patients ont reçu des soins dans les délais cliniquement recommandés. La même chose a été faite après la pandémie. Ceux qui prétendent que cela ne peut pas être fait disent cela pour pousser à la privatisation.